



Décision article L.2122-22 du CGT

Convention d'implantation d'un point de collecte d'ordures ménagères et tri – rue de la cité David

Le Maire de la Commune de NANTUA,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L2122-22 et L2122-23 ;

VU la délibération n° DR_2023_75, en date du 13 novembre 2023 par laquelle le Conseil municipal a délégué les pouvoirs prévus à l'article précité et notamment l'alinéa 5° qui prévoit que le Maire peut prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

Considérant l'intérêt que représente une bonne gestion de la collecte des ordures ménagères et de tri,

Considérant la demande du syndicat des copropriétaires, IMMO de France-Ain sis 4 avenue Jean Jaurès 01100 Oyonnax pour le compte de la copropriété « Le Merloz » sis 16 et 16 bis route de Genève, d'occuper le domaine public de la commune de Nantua pour aménager un lieu de collecte adapté et convenable,

Considérant que la rue de la cité David, semble adaptée pour l'implantation d'un point de collecte d'ordures ménagères et de tri.

DÉCIDE :**Article 1 :**

De conclure avec le syndicat des copropriétaires de la copropriété « Le Merloz » sis 16 et 16 bis route de Genève, une convention pour permettre l'implantation d'un point de collecte d'ordures ménagères et de tri rue de la cité David.

Article 2 : Cette convention, jointe en annexe à la présente décision, est conclue à titre gratuit pour une durée de 10 ans, renouvelable par tacite reconduction.

Article 3 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi (par courrier ou sur le site : www.telerecours.fr) par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- Date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- Soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente décision,
- Soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Article 4 :

La Directrice des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à la Sous-préfecture de Nantua, et ampliation adressée à Monsieur le Trésorier d'Oyonnax.

Fait à NANTUA, le 11 août 2025

Le Maire,

Jean Pasca THOMASSET

